

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

1

PRÉAMBULE.

Le présent Règlement Intérieur, détermine et complète les modalités d'application des Statuts et précise les conditions de fonctionnement du Service de Santé au Travail du BTP de MONTPELLIER, ci-après dénommé SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP.

TITRE I – MEMBRES DE L'ASSOCIATION.

Article 1 - Entreprises visées.

Tout employeur dont l'entreprise ou l'établissement remplit les conditions fixées par les Statuts, notamment en regard de sa situation géographique et de l'activité professionnelle exercée, doit adhérer à SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP en vue de l'application à son personnel salarié de l'ensemble des textes relatifs à la santé au travail.

Toute demande d'adhésion doit être formulée par l'entreprise auprès de SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP en précisant les renseignements nécessaires pour apprécier l'admissibilité au regard de ses compétences : lieu géographique de l'entreprise ou de l'établissement, code d'activité NAF, et pièces annexes suivantes : KBis ou Immatriculation à la Chambre des Métiers.

En réponse, SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP adressera un dossier d'adhésion comprenant : un bulletin d'adhésion précisant le calcul des cotisations ; un tableau de déclaration obligatoire des effectifs salariés (Art. D 4622-22 du Code du Trav.), l'employeur devant préciser les risques professionnels auxquels sont exposés ses salariés.

Les Statuts, le présent Règlement Intérieur, la grille des prestations et les cotisations sont consultables sur le site internet du Service.

Lorsque SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP réceptionnera le dossier complet d'adhésion et le paiement correspondant, le Service notifiera à l'entreprise son admission à l'Association en précisant la date d'effet et en attribuant un numéro d'adhérent.

Le Président ou, sur délégation de ce dernier, le Directeur, peut être amené à notifier un refus d'adhésion à l'Association.

Article 2 - Conséquences de l'adhésion.

En signant le bulletin d'adhésion, l'employeur s'engage à respecter les obligations liées à l'activité du Service de Santé au Travail et celles qui résultent des Statuts et du Règlement Intérieur.

Il est rappelé que toute entreprise doit se conformer aux textes légaux et réglementaires régissant la santé au travail.

Article 3 - Liste des salariés.

Le chef d'entreprise est tenu, conformément à la réglementation en vigueur, d'établir la liste des salariés, les postes occupés, la catégorie de surveillance médicale et les risques professionnels auxquels ils sont exposés. Le médecin du travail référent peut le conseiller.

Cette liste complète est adressée à SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP **une fois par an et doit être tenue à jour en signalant au Service les entrées et sorties du personnel**, ainsi que tous changements d'affectation et modification.

TITRE II - PARTICIPATION AUX FRAIS D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT.

Article 4 – Financement.

Tout adhérent est tenu de participer, sous forme de cotisation, aux frais d'organisation et de fonctionnement de SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP.

Lors de l'adhésion, tout adhérent est tenu de payer un droit fixe d'entrée proportionné pour un effectif global compris entre 1 à 10 salariés ; ou un effectif supérieur à 10 salariés.

Chaque année, tout adhérent est tenu de payer une cotisation qui est déterminée comme suit :

Pour les salariés en contrat à durée indéterminée ou en contrat à durée déterminée :

La cotisation annuelle est calculée au *per capita*, assise sur le plafond sécurité sociale.

A titre indicatif, le montant retenu pour l'année 2020 est de : 130,00 HT

La cotisation est due pour tout salarié inscrit dans l'effectif de l'entreprise adhérente, même si le salarié n'a occupé son poste que pendant une partie de l'année.

La répétition d'absences non signalées 48 heures avant (sauf cas de force majeure), à une convocation à une visite médicale, sera facturée au coût de 90,00 € HT.

Pour les apprentis :

La cotisation annuelle est calculée au *per capita*, assise sur le plafond sécurité sociale,

Le montant est réduit et forfaitaire.

A titre indicatif, le montant retenu pour l'année 2020 est de : 65 € HT.

Pour les salariés déplacés, les salariés intérimaires :

Le montant exigible est fixé pour chaque visite médicale du salarié, travaillant dans une entreprise du bâtiment, travaux publics et toutes activités annexes en amont et en aval¹ ; les absences aux rendez-vous sont facturées.

Code NAF : 0510 Z à 0990 Z ; 1622Z – 1623Z ; 2311Z-2312Z ; 2331Z à 2332Z ; 2351z à 2370z ; 4120A à 4399E; 4663z ; 4673A-4673b ; 7111Z.

109 Rue Henri Noguères – Bât. D - Parc Euromédecine 2 - B.P. 85104 – 34090 MONTPELLIER
Téléphone : 04 67 92 41 77 – Télécopie : 04 67 92 77 09

Service de Santé au Travail agréé par la DIRECCTE secteur BTP et Interim BTP - Siret 776 045 866 00030 – APE 8621Z

A titre indicatif, le montant retenu pour l'année 2020 est de : 90,00 € HT.

3

La cotisation couvre l'ensemble du suivi de l'état de santé des salariés de l'entreprise, les examens médicaux complémentaires et les actions en milieu de travail entrant dans le cadre des missions du SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP.

Le montant de la cotisation annuelle est déterminé en fonction de la déclaration des effectifs transmise par l'adhérent dans les délais précisés par le Service.

En l'absence de déclaration des effectifs à la date fixée, le Service calculera la cotisation annuelle sur la base des effectifs connus (année N-1).

Quels que soient les salariés concernés, il est possible d'établir une convention particulière ou une facturation séparée, pour certains examens complémentaires (examens complémentaires amiante), mesures à des fins d'analyses ou interventions spécifiques de l'équipe pluridisciplinaire.

Article 5 – Montant des cotisations.

L'évolution du montant de la cotisation, hormis celle liée au plafond sécurité sociale, est proposée par le Conseil d'Administration, conformément aux Statuts.

Ces éléments figurent dans le bulletin d'adhésion ; les cotisations sont soumises à TVA au taux légal en vigueur.

Article 6 – Contrôle.

L'entreprise adhérente ne peut s'opposer au contrôle, par SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP, de l'exactitude des déclarations, sur la base desquelles le montant de la cotisation a été calculé, notamment par la présentation des états fournis à la Caisse des Congés du BTP ou à l'URSSAF.

Article 7 – Recouvrement.

En cas de non règlement de la cotisation à l'expiration du délai précisé dans l'appel de cotisation, le Service Adhésion de SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP, relance de façon amiable l'adhérent.

L'ensemble des prestations est suspendu si la procédure de recouvrement amiable est restée infructueuse.

Le Service Adhésion de SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP, met alors l'adhérent en demeure de régulariser sa situation dans un délai de HUIT jours par lettre recommandée avec accusé de réception, et l'adhérent menacé d'exclusion pourra fournir toutes explications liées au retard de paiement.

Les décisions de suspension ou de radiation sont prises par le Service « Adhésions » et confirmées ou réformées lors d'une réunion du Conseil d'administration.

TITRE III - PERTE DE LA QUALITE D'ADHERENT.

Article 8 – Démission.

La démission doit être signifiée par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Président de l'Association en respectant un préavis minimum de trois mois avant la fin de l'exercice social, sauf dans les cas de cessation.

La démission prend effet au 31 décembre de l'année en cours ; l'adhérent démissionnaire est tenu de se conformer aux obligations résultant des Statuts et règlements de l'Association et notamment de payer ses cotisations en cours.

Article 9 – Exclusion – Radiation.

La radiation ou l'exclusion peut être prononcée par le Conseil d'Administration contre l'entreprise :

1. Si la cotisation n'est pas acquittée à l'expiration de toutes les voies de recours (précisées à l'Article 7) mises en place par SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP, le Conseil d'Administration peut prononcer à l'encontre du débiteur la radiation.

L'entreprise aura été mise préalablement en demeure par lettre recommandée avec avis de réception.

Toute radiation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception indiquant la date effective de la radiation et le motif. Cette mesure ne fait pas obstacle au recouvrement par toute voie de droit des sommes dues à SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP.

La DIRECCTE pourra être informée de toutes les radiations prononcées.

L'entreprise ne pourra être réintégrée qu'après paiement de l'arriéré, du droit d'entrée et tous frais dus à SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP.

2. Pour non-respect de ses obligations, et notamment :

- refus de transmission à SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP des informations nécessaires à l'exécution des obligations relatives à la santé au travail.
- opposition à la surveillance de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise par l'équipe pluridisciplinaire telle qu'elle est définie dans la réglementation en vigueur.
- obstacle au contrôle des éléments de calcul des cotisations.

3. Par cessation d'activité ou perte de la qualité d'employeur ou en cas de changement d'activité, hors du champ des compétences attribuées à SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP.

TITRE IV - PRESTATIONS FOURNIES PAR SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP.

Article 10 - Missions du Service.

Article 1 de la Loi n° 2011-867 du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la médecine du travail :

"Article L.4622-2 du Code du travail. Les Services de Santé au Travail ont pour mission exclusive d'éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, A cette fin, ils :

5

1. Conduisent les actions de santé au travail, dans le but de préserver la santé physique et mentale des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel ;

2. Conseillent les employeurs, les travailleurs et leurs représentants sur les dispositions et mesures nécessaires afin d'éviter ou de diminuer les risques professionnels, d'améliorer les conditions de travail, de prévenir la consommation d'alcool et de drogue sur le lieu de travail, de prévenir ou de réduire la pénibilité au travail et la désinsertion professionnelle et de contribuer au maintien dans l'emploi des travailleurs ;

3. Assurent la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques concernant leur sécurité et leur santé au travail, de la pénibilité au travail et de leur âge ;

4. Participent au suivi et contribuent à la traçabilité des expositions professionnelles et à la veille sanitaire".

La réalisation de ces missions sera assurée par l'équipe pluridisciplinaire, composée de compétences techniques et médicales, coordonnée et animée par les médecins du travail.

Santé au Travail Montpellier BTP pourra également faire appel à des compétences externes.

Article 11 – Pluridisciplinarité et développement de la prévention.

Les actions en milieu de travail sont menées par l'équipe pluridisciplinaire de Santé au Travail, sous la conduite des médecins du travail et dans le cadre des objectifs fixés par le projet de service pluriannuel.

Les Médecins du Travail déterminent le type et le contenu des actions en milieu de travail à mener dans l'entreprise par l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail (IPRP, ASST, Infirmière, etc...) en fonction des risques et des besoins de l'entreprise.

L'objectif est notamment d'éviter ou de réduire les risques professionnels et d'améliorer les conditions de travail. Ces actions se traduisent par :

- ◆ **La visite des lieux de travail et l'élaboration ou la mise à jour de fiches d'entreprises** : lors de cette réalisation, le préventeur (IPRP, ASST notamment) sensibilise et conseille l'employeur sur la nécessité d'évaluer les risques professionnels (DUE).
- ◆ **Les interventions en prévention des risques professionnels** : les compétences techniques et organisationnelles de l'équipe pluridisciplinaire apportent aux entreprises des conseils en ergonomie, toxicologie, psychologie du travail, hygiène et sécurité.

L'équipe intervient pour l'aide à l'analyse des risques au cours :

- Etude de poste,
- Identification et analyse des risques professionnels,
- Participation aux réunions du CHSCT,
- Réalisation de mesures métrologiques,
- Animation de campagnes d'information et de sensibilisation,

L'équipe pluridisciplinaire dispose de moyens matériels pour les études sur le terrain :

- Ambiance sonore : sonomètres, dosimètres,
- Ambiance lumineuse : luxmètres,
- Ambiance thermique : thermo-hygromètres,
- Agents chimiques dangereux : pompes individuelles de prélèvement,

6

◆ **L'éducation pour la santé, la sensibilisation des salariés** : selon les situations de travail et après prescription du Médecin du Travail, des sensibilisations auprès des salariés sont réalisées par l'infirmière en Santé Travail sur divers thèmes :

- Hygiène de vie,
- Les addictions,
- TMS.
- Etc. ...

◆ **Participation au CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) des entreprises** : le Médecin du Travail est membre de droit du CHSCT des entreprises et siège avec une voix consultative. Il peut être assisté par un membre de l'équipe pluridisciplinaire.

Tous les intervenants de Santé au Travail Montpellier BTP sont soumis au secret professionnel.

L'entreprise adhérente doit se prêter à toute visite du médecin et/ou de l'équipe pluridisciplinaire sur les lieux de travail.

Article 12 - La surveillance de l'état de santé des salariés.

La surveillance de l'état de santé des salariés est assurée par les médecins du travail, dans le cadre des visites médicales, et par les infirmières en santé travail dans le cadre des Entretiens Santé Travail Infirmier qui s'inscrivent dans une stratégie de suivi de la santé et de recueil d'informations ayant pour finalité de permettre au Médecin du Travail de remplir sa mission de surveillance de l'état de santé des salariés.

Cette approche coordonnée rend plus efficace une veille sanitaire de prévention santé travail et renforce l'efficacité de la prévention primaire.

L'infirmier a des missions propres, définies par le Code de la santé publique, et des missions confiées par le médecin du travail, sous sa responsabilité et dans le cadre de protocoles écrits.

Santé au Travail Montpellier BTP assure les examens auxquels les employeurs sont tenus en application de la réglementation de la santé au travail en vigueur.

Le médecin du travail peut prescrire des examens complémentaires nécessaires à :

- La détermination de l'aptitude au poste de travail,
- Au dépistage des maladies à caractère professionnel,
- Au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage.

Les examens complémentaires sont réalisés :

- En grande partie dans notre Service avec la participation de l'infirmière et/ou des assistantes médicales. Il s'agit essentiellement d'audiogrammes, d'examens de vision et d'examens urinaires, ou encore d'explorations fonctionnelles respiratoires (EFR),
- Ou par des prestataires extérieurs (radiographies, examens sanguins, imagerie médicale, examens biologiques etc. ...).

Leur prise en charge financière est assurée par Santé au Travail Montpellier BTP à l'exception des examens liés au risque amiante qui peuvent faire l'objet d'une prise en charge partielle restant à charge de l'employeur.

Article 13 - Fiche d'Entreprise.

L'équipe pluridisciplinaire de santé au travail établit, sous le contrôle du médecin du travail, la fiche d'entreprise sur laquelle sont consignés notamment les risques professionnels et les effectifs de salariés exposés à ces risques.

Cette fiche est tenue à la disposition de l'inspecteur du travail et du médecin inspecteur régional du travail par l'entreprise et conservée également par le médecin du travail.

TITRE V : CONVOCATION DANS LE CADRE DE LA SURVEILLANCE DE L'ETAT DE SANTE DES SALARIES.

Article 14 - Déclaration des effectifs.

Il incombe à l'employeur de compléter avec précision, dans les délais prévus, les renseignements demandés par Santé au Travail Montpellier BTP portant sur le nombre et la catégorie des salariés à surveiller, et les risques professionnels auxquels ils sont exposés.

Afin d'aménager au mieux l'organisation et la préparation des convocations, la liste des salariés doit être tenue à jour en signalant au Service les entrées et sorties du personnel, ainsi que tous changements d'affectation et modification.

Article 15 – Convocations.

Les convocations établies par Santé au Travail Montpellier BTP sont adressées avant la date fixée pour l'examen médical, à l'employeur qui prévient les intéressés.

En cas d'empêchement ou de refus du salarié de se présenter à la visite médicale, l'entreprise doit aviser le Service dès réception de la convocation et au moins **quarante-huit heures avant la date du rendez-vous**.

Il appartient à l'employeur de rappeler à son personnel le caractère obligatoire des examens médicaux.

En cas d'absence à une convocation, le chef d'entreprise engage sa responsabilité liée à la santé au travail de ses salariés ; la responsabilité de Santé au Travail Montpellier BTP ne saurait être recherchée à cet égard.

TITRE VI - FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION.

Le présent Règlement Intérieur est établi par le Conseil d'Administration de SANTE AU TRAVAIL MONTPELLIER BTP qui pourra également le modifier.

Il complète les Statuts qui fixent notamment les règles de fonctionnement (composition, prérogatives, etc...) de Santé au Travail Montpellier BTP et le rôle dévolu aux instances dirigeantes et de surveillance, à savoir :

- Le Conseil d'administration,
- La Commission de contrôle,

Le Règlement Intérieur précise divers points non prévus par les Statuts.

Article 16 – Le Projet Pluriannuel de Service.

Mis en place par la loi du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la médecine du travail, le projet de service est « *un cadre d'action commun et partagé par tous les acteurs du SST (directeur, équipe pluridisciplinaire dans toutes ses composantes), un repère pour les entreprises adhérentes et un document pivot pour les pouvoirs publics et le service dans la démarche de contractualisation et d'agrément.* »²

Le projet de service est élaboré au sein de la Commission Médico-Technique (CMT) et approuvé par le Conseil d'Administration. Il définit les plans d'actions développés par le service de santé au travail pour répondre aux besoins spécifiques de ses adhérents en matière de santé au travail et de prévention des risques professionnels.

Il fait l'objet d'une communication auprès des adhérents de l'association.

Ce document donne aux acteurs du service de santé au travail, à ses adhérents, à ses administrateurs, à ses partenaires et à ses organismes de tutelle, une vision concrète des objectifs que vise le Service dans le cadre de ses missions, et des actions qu'il projette de mettre en œuvre pour y parvenir.

Le projet de service s'appuie sur un diagnostic réalisé à partir de l'analyse des spécificités du territoire et des adhérents, des caractéristiques du service et des moyens dont il dispose, mais aussi des priorités définies dans les plans de prévention régionaux. Tout en s'appuyant sur les actions existantes, ce diagnostic permet de définir les axes de travail prioritaires qui seront développés pendant les cinq prochaines années par Santé au Travail Montpellier BTP.

Article 17 – Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) de Santé au Travail Montpellier BTP est destiné à mettre en œuvre les priorités d'actions du Service de Santé au Travail en cohérence avec certains objectifs nationaux du Plan Santé Travail (PST) déclinés en Région dans le cadre du Plan Régional de Santé au Travail et avec ceux de la Convention d'Objectifs et de Gestion de la Branche Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles (COG AT-MP) déclinés en Région.

L'association informe les adhérents de la conclusion de ce contrat et de ses objectifs.

Article 18 – L'Agrément.

Santé au Travail Montpellier BTP fait l'objet d'un agrément pour une période maximale de cinq ans par le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), après avis du Médecin Inspecteur du Travail.

Fait à Montpellier et adopté par le Conseil d'Administration le 28 novembre 2019 - Application au 1^{er} Janvier 2020.

² Circulaire DGT/n°13 du 9 novembre 2012 relative à la mise en œuvre de la réforme de la médecine du travail et des services de santé au travail.